

LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

Appliquer les principes de bonne gouvernance au
secteur de la sécurité

À PROPOS DE CE DOCUMENT D'INFORMATION SUR LA RSS

Ce document d'information traite de la réforme du secteur de la sécurité. La RSS est le processus technique et politique qui consiste à améliorer la sécurité de l'État et la sécurité humaine en appliquant les principes de bonne gouvernance au secteur de la sécurité. Réformer le secteur de la sécurité, c'est rendre plus efficace et responsable la prestation, le contrôle et la gestion des services de sécurité, dans un cadre de contrôle civil et démocratique, et dans le respect de l'état de droit et des droits humains. Depuis la fin des années 1990, un certain nombre de pays ont entamé des processus nationaux de RSS, cette dernière étant désormais l'un des piliers de l'aide internationale dans les domaines de la sécurité, du développement, de la promotion de la démocratie et de la consolidation de la paix.

CE DOCUMENT D'INFORMATION RÉPOND AUX QUESTIONS SUIVANTES :

Qu'est-ce que la réforme du secteur de la sécurité ?	2
Pourquoi réformer le secteur de la sécurité ?	3
Qu'est ce qui différencie la RSS d'autres types de réforme de la sécurité ?	4
Dans quelles situations un processus de RSS peut-il être nécessaire ?	4
Qu'est-ce qui se cache derrière un nom ?	5
D'où vient la RSS ?	6

À PROPOS DE CETTE SÉRIE

Les documents d'information sur la RSS fournissent une introduction concise à certaines questions liées à la bonne gouvernance du secteur de la sécurité (GSS) et à la réforme du secteur de la sécurité (RSS). Cette série résume les débats actuels, définit les termes clés et révèle les tensions centrales dans ces domaines en s'appuyant sur un large éventail d'expériences internationales. Les documents d'information sur la RSS ne cherchent pas à promouvoir des modèles, politiques ou propositions spécifiques en matière de gouvernance ou de réforme, mais proposent une liste de références additionnelles offrant aux personnes intéressées la possibilité d'approfondir leurs connaissances sur chaque sujet. Ils constituent des ressources utiles pour les acteurs de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité qui cherchent à comprendre et à appréhender de façon critique les approches actuelles en la matière.

DCAF, le Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève se consacre à l'amélioration de la sécurité des États et de leurs citoyens dans un cadre de gouvernance démocratique, d'état de droit, de respect des droits de l'homme et d'égalité des genres. Depuis sa création en 2000, le DCAF contribue à rendre la paix et le développement plus durables en aidant les États partenaires et les acteurs internationaux qui soutiennent ces États à améliorer la gouvernance de leur secteur de la sécurité grâce à des réformes inclusives et participatives. Il crée des produits de connaissances innovants, encourage les normes et les bonnes pratiques, fournit des conseils juridiques et politiques et soutient le renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques du secteur de la sécurité.

Le DCAF tient à remercier

Cherry Ekins pour l'édition en anglais,
Lynda Chenaf pour l'édition en français,
Linda Machata pour la traduction en français, et
Petra Gurtner pour la production et la conception de ce document.

Éditrice de la série

Fairlie Chappuis

© DCAF

Les documents d'information sont disponibles gratuitement à l'adresse www.dcaf.ch

Les utilisateurs peuvent copier et distribuer ce matériel à condition que le DCAF soit crédité. Non destiné à un usage commercial.

Publication à citer comme suit

DCAF – Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève. « La réforme du secteur de la sécurité », Série de documents d'information sur la RSS. Genève : DCAF, 2022.

DCAF

Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève
Maison de la Paix
Chemin Eugène-Rigot 2E
CH-1202 Geneva
Switzerland

+41 22 730 94 00
info@dcaf.ch
[@DCAF_Geneva](https://twitter.com/DCAF_Geneva)

www.dcaf.ch

QU'EST-CE QUE LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ ?

La RSS est le processus politique et technique qui consiste à améliorer la sécurité de l'État et la sécurité humaine à travers la prestation, la gestion et le contrôle efficaces et responsables des services de sécurité, dans le cadre d'un contrôle civil et démocratique, et dans le respect de l'état de droit et des droits humains. La RSS a pour objectif d'appliquer les principes de la bonne gouvernance au secteur de la sécurité.

La RSS concerne tous les acteurs étatiques et non étatiques impliqués dans la prestation, la gestion et le contrôle des services de sécurité, et souligne les liens entre leurs rôles, leurs responsabilités et leurs actions. La RSS englobe également certains aspects de la prestation, de la gestion et du contrôle des services de justice, car les domaines de la sécurité et de la justice sont étroitement liés.

Ainsi, les programmes de RSS peuvent comporter une vaste gamme d'activités de réforme, recouvrant tous les aspects politiques et techniques de la sécurité et comprenant, entre autres, des initiatives législatives, l'élaboration de politiques, des campagnes de sensibilisation et d'information du public, le renforcement des capacités en matière d'administration et de gestion, le développement des infrastructures, et l'amélioration des équipements et des formations.

Les programmes de RSS peuvent prendre plusieurs formes :

- *les processus qui touchent au fonctionnement du système tout entier* – par exemple l'élaboration des politiques de sécurité nationale, l'intégration systématique du genre, la réforme des lois, etc.
- *une localité ou un niveau administratif en particulier au sein du secteur de la sécurité* – par exemple, la fourniture de services de sécurité à l'échelon national, sous-national, municipal, provincial ou en milieu rural ou urbain, etc.
- *un domaine particulier de la politique de sécurité ou des services de sécurité* – par exemple la réforme du secteur de la défense, la réforme du système pénal, la réforme des services de renseignement, etc.
- *le rôle d'une institution particulière du secteur de la sécurité* – par exemple, la police, le médiateur, une commission parlementaire, etc.

La mise en œuvre de la RSS peut également faire intervenir un large éventail d'acteurs étatiques et non étatiques impliqués à tous les niveaux des secteurs de la sécurité et de la justice, depuis le niveau stratégique et politique de prise de décisions gouvernementales jusqu'au, niveau opérationnel de la prestation des services de sécurité en passant par le fonctionnement interne d'organisations spécifiques. À tous les niveaux, l'objectif de la RSS est de faire en sorte que la prestation, la gestion et le contrôle des services de sécurité soient conformes aux principes de bonne gouvernance du secteur de la sécurité. **La figure 1 offre un aperçu de la gamme d'activités qui font généralement partie des processus de RSS parce qu'elles contribuent à assurer la responsabilité et l'efficacité de la prestation, de la gestion et du contrôle des services de sécurité.**

Chaque processus de RSS doit être adapté aux exigences du contexte qui lui est propre, car le secteur de la sécurité, la situation en matière de sécurité, ainsi que l'élan politique, social et économique nécessaire à la réforme peuvent différer selon le pays. Pour cette raison, la bonne pratique nécessite

ACTIVITÉS DE RSS AU NIVEAU STRATÉGIQUE

S'assurer que le cadre juridique, politique et décisionnel reflète les principes de la bonne gouvernance du secteur de la sécurité

- renforcer la base juridique du contrôle civil et démocratique et de la neutralité politique du secteur de la sécurité ;
- améliorer le cadre législatif pour les prestataires de services de sécurité étatiques et non étatiques, notamment à travers la séparation des missions de sécurité internes et externes, un processus transparent d'élaboration des politiques de sécurité nationale, et le contrôle formel des prestataires de services de sécurité publics, privés et commerciaux ;
- auditer les performances du secteur de la sécurité par des mécanismes de contrôle parlementaire, judiciaire, et des indépendants ;
- renforcer les institutions de contrôle en garantissant leur indépendance politique et financière ;
- sensibiliser le public à la bonne GSS et lui donner les moyens et l'accès pour y participer et la surveiller par le biais de la société civile et des médias ;
- améliorer les cadres de coopération en matière de sécurité entre les institutions, et au niveau régional et international.

ACTIVITÉS DE RSS AU NIVEAU ORGANISATIONNEL

Rendre les institutions du secteur de la sécurité plus efficace et responsable

- modifier les structures organisationnelles pour améliorer la prestation, la gestion et le contrôle des services de sécurité ;
- améliorer les systèmes de contrôle externe et interne au sein des institutions du secteur de la sécurité, notamment les règlements internes, les codes de conduite, les mécanismes de traitement des plaintes et les normes disciplinaires ;
- garantir la transparence des règles, des règlements et du processus décisionnel ;
- favoriser l'égalité des chances et la représentation équitable à tous les niveaux organisationnels ;
- améliorer la façon dont les prestataires publics et privés prennent part à la fourniture de services de sécurité ;
- améliorer les compétences en encadrement et en gestion des ressources humaines et financières, notamment par des procédés de recrutement, promotion et primes efficaces et fondés sur le mérite.

RESPONSABILITÉ ET EFFICACITÉ

ACTIVITÉS DE RSS AU NIVEAU OPÉRATIONNEL

S'assurer que les institutions du secteur de la sécurité fournissent des services de sécurité de façon plus efficace et plus responsable

- améliorer la qualité de la prestation, ainsi que le contrôle et la responsabilité des services de sécurité ;
- améliorer les règles et procédures de bonne conduite pour les acteurs étatiques et non étatiques du secteur de sécurité, fondées sur le respect de l'état de droit et des droits humains ;
- améliorer le dialogue entre le public et le secteur de la sécurité, notamment en permettant l'accès du public aux mécanismes de communication et de dépôt de plaintes ;
- adopter une attitude et une démarche axées sur le service en matière de prestation de sécurité ;
- s'assurer que le personnel de sécurité possède l'expérience requise et un équipement adéquat, et qu'il puisse bénéficier d'une formation appropriée ;
- soutenir efficacement les efforts du personnel en matière d'organisation, de gestion et d'administration ;
- garantir un accès équitable à la sécurité et à la justice à tous les segments de la population.

LA BONNE GOUVERNANCE DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ (GSS)

Par « bonne GSS », on entend l'application des principes de bonne gouvernance à la prestation, à la gestion et au contrôle des services de sécurité par des acteurs étatiques et non-étatiques. Ces principes sont les suivants : responsabilité, transparence, état de droit, participation, réactivité, efficacité et efficience. Une bonne GSS signifie que le secteur de la sécurité est en mesure d'assurer la sécurité de l'État et la sécurité humaine de manière efficace et responsable, dans un cadre de contrôle civil et démocratique, et dans le respect de l'état de droit et des droits humains. La bonne GSS est un mode particulier de gouvernance de la sécurité fondé sur une exigence normative de la façon dont le secteur de l'État chargé de la sécurité devrait fonctionner dans une démocratie.

→ Pour plus d'informations sur la GSS, veuillez vous référer aux documents d'information sur la RSS intitulés « La gouvernance du secteur de la sécurité » et « L'égalité des genres et la bonne gouvernance du secteur de la sécurité ».

d'analyser minutieusement le contexte de la réforme pendant les phases de planification, de conception, de mise en œuvre et d'évaluation de la RSS. Pour plus d'information et de conseils sur la programmation de la RSS, veuillez consulter la liste de ressources complémentaires à la fin de ce document.

POURQUOI RÉFORMER LE SECTEUR DE LA SÉCURITÉ ?

Un secteur de la sécurité qui n'est pas efficace n'est pas en mesure de garantir la sécurité de l'État et la sécurité humaine, tandis qu'un secteur de la sécurité qui n'est pas responsable peut constituer une menace pour ces derniers. Les problèmes qui vont découler du manque d'efficacité et de responsabilité du secteur de la sécurité peuvent être résolus par la mise en œuvre de programmes de RSS.

La RSS améliore la capacité du secteur de la sécurité à garantir la sécurité de l'État et la sécurité humaine. Un secteur de la sécurité qui n'est pas efficace, ni tenu de rendre des comptes, ne peut pas effectuer ses missions de défense nationale, de maintien de l'ordre ou d'assistance publique de manière crédible, et constitue une menace tant pour l'État que pour la population.

La RSS permet une utilisation plus efficace des ressources publiques dans le secteur de la sécurité. Un secteur de la sécurité inefficace gaspille les ressources publiques, en utilisant des fonds qui auraient pu servir à d'autres services publics essentiels, et en risquant d'accabler l'État avec des dettes inutiles.

La RSS réduit le risque de corruption en améliorant le professionnalisme et le contrôle du secteur de la sécurité. Un secteur de la sécurité qui n'est pas efficace ni tenu de rendre des comptes favorise les pratiques de corruption, ce qui

compromet la bonne gouvernance dans les secteurs privé et public, avec des conséquences négatives sur le développement économique, politique et social.

La RSS protège l'indépendance professionnelle du personnel de la sécurité pour lui permettre de s'acquitter efficacement de ses missions légitimes. Un secteur de la sécurité qui n'est pas tenu de rendre des comptes est vulnérable à l'ingérence des politiciens, qui peuvent par exemple forcer le personnel de sécurité à commettre des actes illégaux au regard du droit national et international, ou instrumentaliser les forces de sécurité dans une situation de compétition pour le pouvoir politique.

La RSS améliore les normes professionnelles et renforce la responsabilité, réduisant ainsi le risque d'abus à l'encontre de la population civile. Un secteur de la sécurité qui n'est pas efficace ni tenu de rendre des comptes va abuser de ses pouvoirs, soit parce que son personnel est incompetent, soit parce que ses actions sont guidées par des intérêts personnels, politiques ou corporatistes.

La RSS promeut des services de sécurité accessibles à tous et l'égalité des chances au sein du secteur de la sécurité. Un secteur de la sécurité qui ne parvient pas à reconnaître les besoins distincts en matière de sécurité des hommes, des femmes, des garçons et des filles de tous milieux sociaux, de toutes origines ethniques et de toutes religions est discriminatoire, et ne peut pas assurer efficacement la sécurité de l'ensemble de la population.

La RSS prévient les conflits en promouvant l'unité, la neutralité politique, l'égalité et le professionnalisme dans le secteur de la sécurité. Un secteur de la sécurité inefficace et qui n'a pas obligation de rendre compte aura tendance à s'ingérer dans la politique du pays, servant généralement les intérêts d'une élite puissante aux dépens de ceux de la population civile, et conduisant souvent à de violents conflits.

La RSS assure la défense nationale tout en contribuant aussi à la paix et à la sécurité internationales. Un secteur de la sécurité qui n'est ni efficace ni tenu de rendre des comptes constitue une menace pour les autres États, soit en abritant des éléments criminels ou politiques potentiellement hostiles, soit en se livrant lui-même à un conflit violent.

QU'EST-CE QUI DIFFÉRENCIE LA RSS D'AUTRES TYPES DE RÉFORME DE LA SÉCURITÉ ?

Si l'on suit les principes de la RSS, l'efficacité et la responsabilité sont des objectifs indissociables dans la prestation de services de sécurité. C'est l'une des premières caractéristiques distinguant la RSS d'autres types de réformes de la sécurité qui se concentrent, elles, uniquement sur la formation et l'équipement des forces de sécurité afin d'améliorer leur efficacité technique, comme par exemple l'assistance à la sécurité ou l'assistance en matière de défense.

Mettre en œuvre un processus de RSS, c'est appliquer les principes de bonne gouvernance. On pense souvent à tort que toute modification apportée au fonctionnement des organisations de sécurité constitue une mesure de RSS. En

fait, la RSS est différente d'autres types de réforme de la sécurité parce qu'elle se préoccupe avant tout d'améliorer l'efficacité et la responsabilité du secteur de la sécurité. D'autres types de réforme peuvent porter uniquement sur la modernisation ou l'efficacité des institutions de sécurité, mais ces réformes ne relèvent pas de la RSS, sauf lorsqu'elles prévoient également d'engager la responsabilité du secteur de la sécurité dans un cadre de contrôle civil et démocratique, et dans le respect de l'état de droit et des droits humains.

La RSS concerne autant la sécurité de l'État que la sécurité humaine. Cela signifie reconnaître que les individus et leurs communautés ont des besoins différents en matière de sécurité, et améliorer la capacité des prestataires de services de sécurité étatiques à répondre à ces besoins. Améliorer la sécurité des personnes et de leurs communautés, c'est aussi veiller à ce que la protection de l'État soit assurée par des services de sécurité qui accomplissent leurs missions légitimes de défense nationale et de sécurité publique avec efficacité. Les changements apportés au secteur de la sécurité qui favorisent la sécurité de l'État au détriment de la sécurité humaine, ou qui assurent la sécurité d'une partie de la population au détriment d'une autre, contribuent à l'insécurité et sont incompatibles avec la définition de RSS.

La RSS repose sur le principe de l'appropriation nationale/locale. La RSS ne peut réussir que si elle est mise en œuvre par des acteurs nationaux et locaux, dont la sécurité humaine et la sécurité de l'État sont directement concernées. L'appropriation nationale/locale concerne les gouvernements nationaux, mais aussi les personnes dont la sécurité est en jeu. Cela signifie que les acteurs nationaux/locaux doivent assumer un rôle de chef de file dans les processus de réforme, mais aussi que la réforme doit être menée de manière participative, inclusive et respectueuse des besoins distincts des individus et des communautés en matière de sécurité et de justice. Il est vrai qu'il faut souvent un appui extérieur pour mettre en œuvre la RSS, mais les réformes imposées de l'extérieur ou par une instance supérieure manquent de légitimité, et sont peu susceptibles de refléter le contexte de sécurité locale ou les besoins de la population. Pour ces raisons, l'appropriation nationale/locale est un principe fondamental de la RSS.

La RSS est un processus global. La RSS repose sur l'idée que la sécurité dépend de la manière dont toutes les parties du secteur de la sécurité travaillent ensemble, ce qui inclut aussi bien les acteurs étatiques que non étatiques. Par exemple, une définition ambiguë des rôles et responsabilités respectives des prestataires des services de sécurité (tels que l'armée, la police et les entreprises de sécurité commerciales) entraînera des chevauchements et des lacunes dangereux dans la prestation des services de sécurité. De la même façon, l'efficacité du contrôle parlementaire a une incidence sur la politique de sécurité ; l'efficacité des organes de gestion, tels que les ministères, influence la performance des forces de sécurité, etc. Les activités qui améliorent un aspect de la prestation ou du contrôle des services de sécurité au détriment de l'efficacité ou de la responsabilité d'une autre partie du secteur de la sécurité ne sont pas compatibles avec la définition de RSS car ils peuvent mettre en danger la sécurité de l'État et la sécurité humaine.

LE SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

Le secteur de la sécurité est composé de toutes les structures, institutions et personnes chargées de la prestation, de la gestion et du contrôle des services de sécurité au niveau national et local, notamment :

- **les prestataires des services de sécurité**, tels que les forces armées, la police, les gardes-frontières, les services de renseignement, les établissements pénitentiaires, les acteurs commerciaux et non étatiques de la sécurité, etc. ;
- **les organes de gestion et de contrôle de la sécurité**, tels que les ministères, le Parlement, les institutions de contrôle, certaines composantes du secteur de la justice, et les acteurs de la société civile qui non seulement jouent un rôle important pour s'assurer que les services publics de sécurité répondent à des normes élevées, mais en sont aussi les bénéficiaires ultimes, telles que les organisations de femmes, les médias, etc.

Il existe différentes définitions du secteur de la sécurité mais la RSS reflète une conception large du secteur qui s'étend à tous les organes de prestation, de gestion et de contrôle des services de sécurité, aussi bien les institutions militaires que non militaires, et les acteurs étatiques que non étatiques.

→ Pour plus d'informations sur le secteur de la sécurité, veuillez consulter le document d'information sur la RSS intitulé « Le secteur de la sécurité ».

La RSS est une entreprise de longue haleine. Changer la façon dont le secteur de la sécurité fonctionne est un processus de long terme, car cela suppose de changer les attentes, les habitudes et les normes, ainsi que les règles institutionnelles et les pratiques professionnelles. Certaines améliorations peuvent être apportées assez rapidement à la gouvernance du secteur de la sécurité, mais il faut des décennies, voire des générations d'efforts, pour parvenir à une bonne GSS, non pas des mois ou des années. En outre, maintenir une bonne GSS exige également une adaptation constante à mesure que de nouveaux défis à la sécurité de l'État et à la sécurité humaine se présentent, tant au niveau interne qu'externe.

DANS QUELLES SITUATIONS UN PROCESSUS DE RSS PEUT-IL ÊTRE NÉCESSAIRE ?

Une bonne GSS demande une adaptation constante, et chaque État pourrait prendre des mesures pour améliorer certains aspects de sa propre gouvernance du secteur de la sécurité. Il n'existe aucun pays dont le secteur de la sécurité reflète parfaitement l'ensemble des principes de bonne GSS, tout simplement parce que le contexte en matière de sécurité évolue au fil du temps et des adaptations sont nécessaires. Ainsi, la nécessité de mener un processus de RSS peut résulter de diverses circonstances politiques ou réformes techniques.

Parmi les situations typiques qui peuvent motiver la réforme du secteur de la sécurité, on peut mentionner :

- **Les réformes du système politique.** Dans les États qui vivent des transitions démocratiques, la RSS est nécessaire pour consolider la démocratie naissante.
- **Les processus de justice transitionnelle.** Lorsque le secteur de la sécurité a un lourd passé de violence à l'égard de la population, les initiatives de justice transitionnelle peuvent exiger de mettre en œuvre la RSS.
- **Les processus de paix.** La création d'un secteur de la sécurité qui garantit la sécurité de tous les membres de la population sur un pied d'égalité peut permettre d'éviter les conflits violents, et c'est pour cette raison que la RSS figure souvent comme une exigence dans les accords de paix.
- **Les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR).** Les activités de DDR ont des conséquences directes sur la taille et la nature du secteur de la sécurité, et pour cette raison, les processus de DDR et de RSS devraient être envisagés ensemble.
- **Les plans nationaux de développement et les stratégies de réduction de la pauvreté.** Comme la RSS contribue à créer un environnement politique plus stable et plus démocratique, condition nécessaire au développement, elle est souvent intégrée à la planification et aux stratégies de développement.
- **Les réformes de la gestion des finances publiques.** La RSS fait partie de la réforme de la gestion des finances publiques, car elle implique de s'assurer que le secteur de la sécurité utilise les ressources publiques de manière efficace.
- **Les réformes relatives à l'état de droit.** La justice étant directement liée à la sécurité, la RSS est pertinente pour les réformes qui visent à améliorer l'efficacité et la responsabilité du secteur de la justice.
- **L'élaboration de politiques de sécurité nationale.** Lorsque les États évaluent leur stratégie et leur politique de sécurité nationale, ou en développent de nouvelles, la RSS est souvent nécessaire pour les mettre en œuvre.

QU'EST-CE QUI SE CACHE DERRIÈRE UN NOM ?

Parfois, différents acteurs utilisent différents termes pour décrire la RSS, afin de souligner un aspect différent du programme de RSS, ou bien parce que l'emploi du mot « réforme » peut être délicat sur le plan politique. Par exemple, le terme « réforme du système de la sécurité » met l'accent sur les liens qui existent entre les différents acteurs de la sécurité, qui auparavant étaient abordés séparément les uns des autres ; l'expression « transformation du secteur de la sécurité », elle, souligne le besoin de rompre définitivement avec le passé ; « réforme du secteur de la sécurité et de la justice » rappelle que justice et sécurité ne vont pas l'un sans l'autre ; la formule « sûreté, sécurité et accès à la justice » indique une approche axée sur les personnes ; en ce qui concerne le terme « reconstruction du secteur de la sécurité », il s'agit de mettre en évidence l'ampleur du défi posé par la

LA RSS ET L'ÉGALITÉ DES GENRES

La RSS vise à améliorer la sécurité de l'État et la sécurité humaine, et cela signifie reconnaître que chaque personne a des besoins différents en matière de sécurité, qui sont liés à son identité. Le genre est un aspect de l'identité qui repose sur les différents rôles sociaux et culturels que jouent les hommes et les femmes dans leurs sociétés. Il est important que la RSS tienne compte de ces différences parce qu'elles ont une incidence sur la sécurité de chaque individu. Par exemple, à l'échelle mondiale, les jeunes hommes courent un risque bien plus élevé d'être victimes de la violence armée, tandis que les femmes sont plus susceptibles de subir des violences physiques dans leur foyer. Quant aux filles, elles sont plus souvent victimes de la traite des êtres humains, tandis que les garçons sont bien plus vulnérables à la violence des gangs. Reconnaître ces différences dans les besoins en matière de sécurité améliore non seulement l'efficacité des services de sécurité, mais accroît également la responsabilité et renforce l'appropriation locale. Par exemple, recruter des femmes rend les forces de sécurité plus représentatives de la population qu'elles servent. De même, consulter autant les femmes que les hommes sur les questions de sécurité renforce l'appropriation locale en permettant de mieux adapter la RSS au contexte socioculturel local. Enfin, des consultations avec des groupes de défense des femmes, ainsi qu'une participation équilibrée entre les femmes et les hommes au contrôle de la sécurité, peuvent offrir de nouvelles perspectives sur les politiques et les performances en matière de sécurité. Garantir le respect de l'égalité des genres dans le secteur de la sécurité fait partie intégrante de la mise en place d'une bonne GSS, et par conséquent, constitue un aspect essentiel de la RSS.

➔ Pour en savoir plus, veuillez consulter les documents d'information sur la RSS intitulés « L'égalité des genres et la bonne gouvernance du secteur de la sécurité » et « L'égalité des genres et la réforme du secteur de la sécurité ».

création de nouvelles institutions de sécurité au lendemain d'une guerre ; enfin, l'expression « développement du secteur de la sécurité » peut être employée pour souligner que la sécurité de l'État et la sécurité humaine sont des facteurs essentiels de développement, ou tout simplement pour éviter le mot « réforme ».

Ces différents termes désignent en fait le même concept de RSS lorsqu'ils expriment la volonté commune d'améliorer la bonne GSS, et donc encourager des comportements responsables et efficaces dans la prestation, la gestion et le contrôle des services de sécurité, dans un cadre de contrôle civil et démocratique, tout en respectant l'état de droit et les droits humains. Les réformes qui ne reflètent pas cet objectif ne peuvent pas être considérées à juste titre comme RSS, quel que soit le nom qu'on leur donne.

D'OÙ VIENT LA RSS ?

L'idée que la sécurité doit être assurée de manière efficace et responsable, dans un cadre de contrôle civil et démocratique, et dans le respect de l'état de droit et des droits humains, n'est pas innovante. Cependant, ce n'est qu'après la fin de la guerre froide que la RSS est apparue comme un agenda politique spécifique. Pendant les années 1990, les expériences de l'Afrique du Sud, de l'Indonésie et des pays d'Europe orientale ont fourni des exemples importants de réformes globales au niveau national afin d'améliorer la bonne GSS.

Dans le même temps, le nombre croissant de guerres civiles a conduit les spécialistes du développement et de la sécurité à considérer le problème du sous-développement et de l'insécurité sous l'angle de la bonne gouvernance et de la sécurité humaine. Les enseignements tirés de ces expériences mettent en évidence la nécessité de soumettre le secteur de la sécurité aux mêmes normes de bonne gouvernance que tout autre service public. C'est sur la base de ce consensus que les organismes de développement bilatéraux et les organisations multilatérales ont commencé à introduire la RSS dans leurs politiques, allant jusqu'à en faire un pilier des stratégies internationales en matière de sécurité, de développement, de consolidation de la paix et de promotion de la démocratie.

Pour plus d'informations sur le développement de la RSS et de la bonne GSS, veuillez consulter la liste des ressources supplémentaires ci-après.

RESSOURCES ADDITIONNELLES

Analyses à la fois générales et approfondies de la RSS, traitant des défis de la réforme par thèmes et par sous-secteurs, avec une attention particulière pour les contextes d'après-conflits :

- Équipe spéciale interinstitutions pour la réforme du secteur de la sécurité des Nations Unies (UN SSR Taskforce)
Security Sector Reform Integrated Technical Guidance Notes
(United Nations, 2012).
- Comité d'aide au développement de l'OCDE
Chapitre 7 : Mettre en oeuvre la RSS secteur par secteur
dans Manuel de l'OCDE-CAD sur la réforme des systèmes de sécurité : Soutenir la sécurité et la justice, 120–152. Paris : Organisation de coopération et de développement économiques, 2007.
- DCAF-ISSAT
La RSS en Bref : Manuel de Formation Introduction à la Réforme du secteur de la Sécurité
Genève : DCAF-ISSAT, 2012.
- DCAF-ISSAT
Introduction à la réforme du secteur de la sécurité
cours en ligne disponible gratuitement sur le site Web de la Communauté des praticiens du DCAF-ISSAT : <http://issat.dcaf.ch>

Importance de l'appropriation nationale/locale de la RSS :

- Équipe spéciale interinstitutions pour la réforme du secteur de la sécurité des Nations Unies (UN SSR Taskforce)
National Ownership of Security Sector Reform
dans *Security Sector Reform Integrated Technical Guidance Notes*, 13–34. Nations Unies, 2012.
- Laurie Nathan (dir.)
No Ownership, No Commitment: A Guide to Local Ownership of Security Sector Reform
Birmingham : Université de Birmingham, 2007.
- Tim Donais (dir.)
Local Ownership and Security Sector Reform
(Munster: LIT Verlag, 2008).

Conseils spécifiques sur le genre et la RSS :

- Équipe spéciale interinstitutions pour la réforme du secteur de la sécurité des Nations Unies (UN SSR Taskforce)
Gender-Responsive Security Sector Reform
dans *Security Sector Reform Integrated Technical Guidance Notes*, 35–60. Nations Unies, 2012.
- Megan Bastick et Kristin Valasek (dir.)
Boîte à outils « Place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité »
Genève : DCAF, OSCE/BIDDH, UN-INSTRRAW, 2008.
- Comité d'aide au développement de l'OCDE
Section 9 : Integrating Gender Awareness and Equality
dans Manuel de l'OCDE-CAD sur la réforme des systèmes de sécurité : Soutenir la sécurité et la justice. Paris : Organisation de coopération et de développement économiques, 2009.

Développement des concepts de gouvernance du secteur de la sécurité et de réforme du secteur de la sécurité :

- Heiner Hänggi Security
Sector Reform – Concepts and Contexts
dans *Transformation : A Security Sector Reform Reader*, 11–40. Pasig : INCITEGov, 2011.
- Hans Born et Albrecht Schnabel (dir.)
Security Sector Reform in Challenging Environments
Münster : LIT Verlag, 2009.
- Mark Sedra (dir.)
The Future of Security Sector Reform
Waterloo : Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale, 2010.

AUTRES RESSOURCES DU DCAF SUR LA RSS

Les publications du DCAF comprennent une large gamme de manuels et outils spécifiques permettant de guider les praticiens oeuvrant dans le domaine de la RSS et de la bonne GSS, téléchargeables gratuitement à l'adresse suivante : www.dcaf.ch

DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève

**DCAF - le Centre de Genève pour la
gouvernance du secteur de la sécurité**

Maison de la Paix
Chemin Eugène-Rigot 2E
CH-1202 Geneva
Switzerland

 **+41 22 730 94 00**

 **info@dcaf.ch**

 **@DCAF_Geneva**

www.dcaf.ch